

Décision individuelle N° 2019-440

Pétitionnaire : Métropole Nice Côte d'Azur

Adresse : Subdivision Vésubie – Promenade Saint Sébastien – 06450 ROQUEBILLERE

Nature de la demande : Dégagement d'un aqueduc, suite à l'obstruction par des laves torrentielles.

Intitulé du projet : Travaux de préservation d'équipement d'intérêt général

Localisation : Le Boréon - Route Métropolitaine 89 PR 7.600

Le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13 et 14 d'application de la réglementation dans le cœur, ainsi que son annexe 5,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu la décision n° 2016-01 du 1^{er} janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'établissement public du Parc national du Mercantour.

Considérant la demande formulée en date du 21 Octobre 2019 par la Métropole Nice Côte d'Azur - Subdivision Vésubie, représenté par **Christophe GRAILLAT**, responsable d'exploitation.

Considérant la nécessité de dégager un pont qui est presque totalement obstrué par les laves torrentielles issues du dernier fort épisode orageux du 15 octobre dernier ;

Considérant que les matériaux accumulés en partie amont arrivent presque au niveau du tablier du pont ;

Considérant que le curage du ruisseau est urgent et nécessaire, car les épisodes pluvieux annoncés à partir du 22 octobre 2019 peuvent créer des dégâts sur l'ouvrage allant jusqu'à le détruire ;

Considérant que le caractère urgent ne permet pas de prendre le temps de consulter le Conseil scientifique du Parc ;

Considérant que le volume de matériaux à extraire est assez limité, mais nécessite une intervention mécanique ;

Considérant que les travaux sont localisés dans une ravine dont cours d'eau peut être qualifié de temporaire et ne présentant pas de biotope aquatique ;

Considérant qu'il n'a pas été identifié d'enjeux naturalistes et paysagers particuliers sur l'emprise des travaux.

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La Métropole Nice Côte d'Azur - Subdivision Vésubie, représenté par **Christophe GRAILLAT**, responsable d'exploitation est autorisée à réaliser des travaux dans le cœur du Parc national du Mercantour dans le cadre des considérants ci-dessus

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Les travaux devront être réalisés sous le contrôle d'un agent du Parc national ;
- Les matériaux seront évacués à l'extérieur du cœur du Parc ;
- les engins mécaniques seront en bon état de fonctionnement pour éviter toutes fuites d'hydrocarbures ou d'huile. Des kits anti pollution (matériaux absorbants) seront à disposition en cas de fuite .

Contacts service territorial :

chef de S.T : LOUVET Sébastien (sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr)

adjoint : LURION Raphaël (raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr)

☎ : 04.93.03.23.15

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 31 Octobre 2019.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 24 octobre 2019

Le directeur-adjoint
du Parc national du Mercantour



Laurent Ssheyer

Copie :
- service territorial Vésubie

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.